

Madagascar

En 2012, Madagascar a fait des progrès minimes dans les efforts visant à éliminer les pires formes de travail des enfants. Le gouvernement de fait a mené des enquêtes sur la traite d'enfants et a pris part dans des programmes d'éducation financés par les Nations-Unies et la Banque Mondiale. Cependant, certains postes relatifs au travail au sein du gouvernement de fait sont demeurés sans titulaires, et la plupart des politiques et lois sur le travail des enfants adoptées par la précédente administration n'ont pas été mises en œuvre. Les pires formes de travail des enfants ont persisté, plus particulièrement les formes dangereuses dans le secteur de l'agriculture et de l'exploitation minière.

Statistiques sur les enfants au travail et l'éducation	
Enfants au travail, âgés de 5 à 14 ans (% & population):	22,1 (1.206.992)
Enfants au travail par secteur, âgés de 5 à 14 ans (%):	
- Agriculture	87,4
- Manufacture	2,9
- Services	8,4
- Autre	1,3
Scolarisation, âgés de 5 à 14 ans (%):	69,1
Enfants combinant le travail et l'école, âgés de 7 à 14 ans (%):	15,4
Taux d'achèvement de l'école primaire (%):	72,9
Sources:	
Taux d'achèvement de l'école primaire: Données de 2011, publié par l'Institut de l'UNESCO pour les Statistiques, 2012.(1)	
toutes les autres données: Analyse des statistiques de l'Enquête SIMPOC - Projet pour comprendre le travail des enfants, 2007.(2)	

Conventions internationales et sélections de lois sur le travail des enfants et l'éducation		
	C138, Âge minimum	✓
	C182, Pires Formes de Travail des enfants	✓
	CRC	✓
	CRC Protocole facultatif sur le conflit armé	✓
	CRC Protocole facultatif sur la vente d'enfants, la prostitution infantile et la pornographie mettant en scène des enfants	✓
	Protocole de Palerme sur Traite de personnes	✓
	Âge minimum pour le travail	15
	Âge minimum pour le travail dangereux	18
	Âge pour l'enseignement obligatoire	14
	Enseignement public gratuit	Oui

Prévalence et répartition des pires formes de travail des enfants

Des enfants à Madagascar sont engagés dans les pires formes de travail des enfants, y compris les activités dangereuses dans l'agriculture et l'exploitation minière.(3, 4) A Madagascar, des enfants produisent toute une gamme de produits agricoles. Bien qu'on ne sache pas l'étendue du problème, les preuves suggèrent que des enfants aussi jeunes que 8 ans sont impliqués dans la production de raisin, vin, thé, cacao et de coton.(5, 6) Des enfants travaillent aussi dans le secteur vanille, la pollinisation de fleurs à la main et aussi dans le processus de triage et de séchage pendant 7 à 8 heures par jour. Certaines informations suggèrent aussi que des enfants sont engagés dans la coupe et la plantation de sisal (une plante agave avec des bouts pointus communément utilisée pour fabriquer des cordes) dans le district d'Amboasary.(5-10) Bien que les informations sont limitées, les enfants seraient engagés dans la production de copra (chair de coco séché) à Sambava et Toamasina.(5, 6) De plus, certains enfants travailleraient dans la filière thé, travaillant avec des engrais ou portant jusqu'à 50 kilogrammes sur leur dos.(5, 6, 11) Parmi les risques pour les enfants engagés dans l'agriculture, on compte l'usage d'outils dangereux et la pulvérisation de pesticides dangereux.(3, 12, 13)

Bien que l'information soit limitée, certains enfants garderaient des troupeaux de zébus et de brebis, travaillant pendant de longues heures et risquant une exposition à des facteurs environnementaux.(11, 14) Dans les zones côtières, des enfants seraient engagés dans la pêche, y compris la pêche aux crabes, concombres de mer, crevettes et huitres.(5, 10, 11, 15) Certains enfants effectuent aussi des plongées en haute mer. Les enfants engagés dans le secteur pêche peuvent courir un risque de noyade et d'exposition excessive au soleil.(6, 15) Les preuves limitées suggèrent aussi que certains enfants fabriquent du charbon de bois, risquant des blessures par les bois brûlants et portant de lourdes charges.(11, 14)

Des enfants dans diverses régions sont impliqués dans les mines dangereuses de pierres gemmes, y compris le saphir.(15) Ces enfants courent un risque de suffocation et de décès pendant les effondrements de mine et les glissements de terrain.(16) La recherche suggère que des enfants engagés dans l'exploitation de sel risquent des maladies respiratoires et une exposition à des températures élevées, et peuvent porter de lourdes charges.(5, 15) Un nombre croissant d'enfants (dont certains n'ont que 7 ans) sont impliqués dans l'exploitation aurifère dans les régions d'Analamanga, de Vakinankaratra et d'Anosy. Ces enfants travaillent 10 heures par jour et ne gagnent pas plus de 14\$ par semaine.(8, 11, 17, 18) Dans les carrières de pierre, des enfants travaillent pendant de longues heures à concasser des roches pour produire des matériaux de construction, et subissent des abus physiques et verbaux.(14, 19, 20)

Dans le secteur informel urbain, des enfants travaillent dans des bars, vendent des produits dans la rue, et transportent des biens par des poussepoussettes.(4, 15, 21) Des enfants seraient aussi impliqués dans le transport de briques vers des camions ou des sites de construction.(5) De tels enfants portent communément de lourdes charges. Il y a aussi un nombre inconnu d'enfants de rue qui gardent des véhicules et cherchent de l'eau pour des restaurants. De telles activités peuvent inclure le transport de lourdes charges et l'exposition à des éléments criminels.(22) Des rapports limités suggèrent que des enfants

sont forcés de mendier par des proches afin de gagner un revenu pour la famille, et certains sont victimes de violence.(23)

Des enfants Malagasy engagés dans la servitude domestique travaillent communément à Antananarivo ou Antsirabe, et sont âgés d'entre 9 et 12 ans. Ces enfants travaillent en moyenne 12 heures par jour, voire 18 heures pour certains. Plusieurs enfants reçoivent peu ou pas de rémunération ou même une compensation en nature (comme l'hébergement et la restauration) pour leur travail.(10, 14-16, 24-28) Ces enfants sont parfois exposés à des activités dangereuses, comme le transport de lourdes charges, ainsi qu'à des abus sexuels et psychologiques de leur employeurs.(14-16, 24-26)

Un nombre croissant d'enfants à Madagascar sont engagés dans exploitation sexuelle à des fins commerciales dans les villes côtières et à Antananarivo, afin de survivre et payer les frais scolaires.(10, 15, 29-32) Les victimes de tourisme sexuel impliquant des enfants sont surtout des jeunes filles. Les enfants sont parfois recrutés pour l'exploitation sexuelle à des fins commerciales à travers des offres frauduleuses d'emploi dans la filière service et font l'objet d'abus physiques et psychologiques.(22, 29)

Madagascar est pays source pour la traite de personnes au niveau local et international. (22, 29) Les enfants Malagasy seraient surtout trafiqués au niveau local, des zones rurales vers les centres urbains pour être forcés de travailler dans des secteurs comme l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, la servitude domestique, l'exploitation minière, la pêche et l'agriculture.(29) La majorité de cas de traite d'enfants implique un recrutement par des connaissances, des transporteurs, des guides touristiques et des employés d'hôtel, ainsi que des proches complaisants.(22, 29)

Des rapports indiquent que suite à l'instabilité politique et économique en cours depuis le coup d'état de 2009 et les sécheresses et cyclones qui s'ensuivirent, il y a eu une augmentation du taux de chômage, l'inflation et la pauvreté. Ces problèmes semblent avoir contribué vers une diminution du taux de fréquentation scolaire et une augmentation du nombre de cas de pires formes de travail des enfants, plus particulièrement dans l'exploitation sexuelle à des fins commerciales de filles.(10, 26, 29, 33-41) De plus, l'insuffisance d'infrastructure scolaire (surtout dans les zones rurales) et d'opportunités de formation professionnelle et technique constituent des barrières importantes pour l'éducation des enfants à Madagascar.(6, 33, 36)

Lois et règlements sur les pires formes de travail des enfants

Le Code du Travail limite l'âge minimum pour le travail et l'apprentissage à 15 ans.(42) Le Décret permet aussi à des enfants de 14 ans de travailler si un inspecteur du travail l'y autorise et s'il a terminé l'enseignement primaire obligatoire.(43)

Le Code du Travail interdit aux enfants de moins de 18 ans tout emploi immoral ou dangereux, et plusieurs autres lois limitent aussi le travail des enfants.(42, 43) Le Décret 2007-563 permet aux enfants âgés entre 15 et 17 ans à effectuer un travail léger si cela ne dépasse pas leur force physique, n'est pas dangereux, et n'affecte pas négativement leur

santé ou leur développement physique, mental, spirituel, moral et social.(43) Tant le Décret que le Code du Travail interdisent aux enfants de moins de 18 ans de travailler la nuit.(42, 43) Le Décret stipule en outre le poids maximum qu'un enfant peut porter, par genre (10 kg pour les filles et 20 kg pour les garçons).(43) Le Décret 2007-563 interdit aussi aux enfants de travaillant dans la proximité de substances toxiques comme les pesticides, en tant que serviteurs domestiques, ou dans des bars, des discos, des casinos, l'exploitation minière, ou les carrières.(43) ***Cependant, la loi ne couvre pas les enfants engagés dans le travail de rue.***

Le Décret 2007-563 pénalise l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, y compris le recours à des enfants pour produire et disséminer des matériels pornographiques, la traite d'enfants, et le recours à des enfants dans des activités illégales (ex : trafic de drogues).(43, 46) Le Code Pénal permet l'extradition de ressortissants Malagasy et de personnes accusées de traite de personnes dans d'autres pays.(47) Le travail forcé, y compris esclavage et servitude pour dette, est interdit à Madagascar selon les dispositions tant du Code du Travail que du Décret 2007-563.(42, 43)

L'Ordonnance 78-002 de 1978 définit le service national comme étant la participation obligatoire des jeunes Malagasy dans la défense nationale et le développement économique et social du pays.(48, 49) Cependant, la loi aussi définit l'âge minimum pour le service militaire obligatoire dans l'Armée Malagasy à 18 ans, et interdit l'engagement d'enfants dans le conflit armé. (50, 51)

La Constitution prévoit un enseignement primaire gratuit et obligatoire jusqu'à 14 ans.(15, 44) ***Le gap entre l'âge pour l'enseignement obligatoire et l'âge minimum pour travailler laisse les enfants âgés de 14 à 15 plus particulièrement vulnérables aux pires formes de travail des enfants, vu qu'ils ne sont plus tenus d'être à l'école mais ne sont pas autorisés par la loi à travailler non plus.*** Dans la pratique, ***de plus en plus de familles doivent payer des frais d'inscription et autres, parce que le gouvernement de fait a réduit ses subventions pour les écoles depuis le coup d'état de 2009.***(10, 27, 37, 45)

Mécanismes internationaux pour la coordination et l'application de la loi

L'instabilité politique depuis le coup d'état de 2009 a continué à entraver les efforts visant à coordonner et appliquer les lois qui protègent les enfants des pires formes de travail des enfants.(36, 52, 53) Peu de temps après le coup, plusieurs fonctionnaires et inspecteurs du travail ont été démis de leurs postes, et certains n'ont pas encore été remplacés. (22)

Le Comité National pour la Lutte contre le Travail des Enfants (CNLTE) est un comité interministériel dirigé par le Ministère de la Fonction Publique et du Travail, avec des représentants des Ministères de l'Education Nationale, de la Santé et de la Justice.(5) Le CNLTE coordonne des programmes, donne des avis sur la législation et les règlements sur le travail des enfants, et est à la charge du suivi et de la poursuite de la mise en œuvre du Plan d'Action National pour la Lutte contre le Travail des enfants.(5) La Division

pour la Prévention, l'Abolition et le Suivi du Travail des enfants au Ministère de la Fonction Publique et du Travail soutient le CNLTE en coordonnant, suivant et évaluant les activités cadre destinés à lutter contre le travail des enfants. La Division effectue aussi des activités de recherche et de développement destinées à lutter contre le travail des enfants.(5) ***Mais selon la recherche, les efforts du CNLTE pour coordonner les questions de travail des enfants ont été minimes pendant la période couverte par le rapport, vu que ce dernier ne disposait que d'un budget très limité.***

The Institut National de la Statistique est responsable de la collecte et traitement des données pour suivre la mise en œuvre de la Convention sur les Droits de l'Enfant.(54) En plus, le Ministère de la Population et des Affaires Sociales (avec le soutien d'UNICEF) est responsable du maintien des bases de données sur la protection de l'enfant au niveau régional et local, y compris les données sur l'incidence de travail des enfants.(54) ***L'étendue de l'effort de l'actuel gouvernement de fait pour collecter, compiler et partager des données est inconnue.***

Avant le coup d'état de 2009, les efforts contre la traite de personnes à Madagascar ont été coordonné par Comité Interministériel de Lutte contre la Traite des Personnes au niveau de la Présidence, avec des membres de 11 autre ministères, ainsi que la police et la *gendarmerie* (entité militaire assurant des prérogatives de la police parmi les populations civiles).(55) ***Cependant, sous l'actuel gouvernement de fait à Madagascar, le Comité contre la traite de personnes a fonctionné de manière informelle faute de budget, et l'absence de coordination entre les agences demeure problématique.(22)***

Le Ministère de la Fonction Publique et du Travail est chargé de mener des inspections dans les lieux de travail et d'appliquer les lois sur le travail des enfants.(15, 56) Le Ministère de la Fonction Publique et du Travail compte environ 90 inspecteurs du travail.(10) ***Selon la recherche, aucune inspection relative au travail des enfants n'a été effectuée pendant la période couverte par le rapport, et le nombre de plaintes relatives au travail est inconnu, vu que le gouvernement de fait n'a pas mis cette information à la disposition du public. Le manque de personnel, d'équipement, de véhicule et de financement ont entravé les efforts d'inspection, de suivi et d'application de la loi.(10, 15, 29, 52, 57, 58)***

Le Ministère de la Justice est chargé de l'application de toutes les lois relatives à la violence contre des enfants, y compris la traite et l'exploitation des enfants à des fins commerciales. La Brigade des Mœurs et des Mineurs de la Police Nationale supervise les enquêtes relatives aux mineurs, y compris les questions de traite et d'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales.(55) A part son siège à Antananarivo, la Brigade des Mœurs et des Mineurs dispose de 15 bureaux régionaux partout à Madagascar, chargés d'enquêter sur les affaires criminelles impliquant des enfants. (10)(59) La Brigade continue à exploiter un numéro d'appel gratuit et travaille avec d'autres agences, ONG, et organisations internationales pour organiser l'assistance aux victimes.(22, 55) ***Cependant, des rapports indiquent que le gouvernement de fait n'a fourni que des efforts limités pour référer les cas d'exploitation d'enfant aux peu de prestataires qui existent.(15, 29) En plus, la base de données sur la lutte contre la traite***

de personnes auprès de la Brigade demeure en veillesse à cause d'un manque de financement et de la réaffectation de certains personnels-clé.(22)

La Brigade indique avoir enquêté 70 cas relatifs à la traite de personnes et des crimes d'exploitation des enfants dans le domaine du travail à Antananarivo, pendant la période couverte par le rapport.(10) La Brigade note avoir signalé 30 de ces cas au Ministère de la Justice pour poursuites. *Cependant, on ne peut vérifier entièrement ces statistiques, et aucune information supplémentaire n'a été disponible jusqu'en février 2013.(10)*

Politiques du Gouvernement sur les pires formes de travail des enfants

Le précédent Gouvernement Malagasy a adopté le Madagascar Action Plan (MAP) 2007-2012, qui inclut expressément l'objectif de lutter contre la traite et le travail des enfants. Il a aussi adopté le Plan d'Action National 2004-2019 pour éliminer les pires formes de travail des enfants (PAN), qui inclut des initiatives contre la traite et la prostitution.(55, 60) Depuis le coup d'état, le gouvernement de fait n'a pas entièrement reconnu ou suffisamment mis en œuvre la plupart des politiques du précédent Gouvernement sur les pires formes de travail des enfants.(14, 29, 36, 52, 61)

Des préoccupations sur le travail des enfants ont aussi été incorporées par le précédent gouvernement dans les programmes de développement national et certains documents-clé, comme le Programme Éducation pour Tous, le Programme de Travail Décent 2008-2013, le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté 2007-2012 pour Madagascar, et le Cadre d'Assistance des Nations Unies pour le Développement 2008-2011.(62-64) *Les faits indiquent que le gouvernement de fait n'a pas entièrement reconnu ou suffisamment mis en œuvre ces politiques pour la réduction de la pauvreté, l'éducation et le développement.(22, 53)*

Programmes sociaux pour éliminer ou prévenir les pires formes de travail des enfants

En septembre 2011, les acteurs politiques Malagasy ont signé la Feuille de Route pour mettre fin à la crise à Madagascar, soutenue par la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC), et qui prévoit des étapes menant vers des élections libres et justes.(10, 65-68) Pendant la période couverte par le rapport, la Commission Electorale Nationale Indépendante pour la Transition (CENI-T) de Madagascar et les Nations Unies ont planifié de tenir les élections en juillet et septembre 2013.(69-71) La plupart du financement des bailleurs pour les programmes sociaux à Madagascar sont demeurés suspendus pendant la période couverte par le rapport, à cause de la situation politique.(22)

L'actuel gouvernement de fait a maintenu sa participation limitée dans le Projet de Développement Rural financé par la Banque Mondiale et s'élevant à 119 millions \$, ayant visé à améliorer les investissements productifs dans les moyens de subsistance des ménages et la production alimentaire, ainsi que dans le développement agricole.(72) Le Projet, ayant pris fin en décembre 2012, a visé 90 000 bénéficiaires, bien que les recherches n'ont permis de trouver aucune information sur les résultats effectifs.(72) En plus, le gouvernement a participé dans un projet du Programme Alimentaire Mondial (PAM) qui a continué à fournir un soutien alimentaire à quelques 131 écoles dans trois régions: Atsimo Andrefana, Androy, et Anosy, couvrant en tout 63 967 élèves.(54) Le gouvernement de fait a aussi participé dans une campagne d'actes de naissance des nouveau-nés, avec un financement d'UNICEF.(15)

Pendant la période couverte par le rapport, le Fond International pour le Développement Agricole a octroyé un prêt de 33 millions \$ et une subvention supplémentaire de 2 millions \$ au gouvernement de fait pour financer le Programme de Formation Professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD).(73) En plus, le gouvernement de fait a participé dans des projets financés par UNICEF pour la construction de 650 sites temporaires pour l'enseignement dans des régions affectées par des cyclones.(74) UNICEF a aussi fourni divers services de base dans le domaine de l'éducation, la santé et le social pour des enfants dans tout le pays.(75) Pendant l'année, le gouvernement de fait a financé un projet d'éducation qui a fourni à des enfants handicapés des services d'enseignement spécialisé et a formé 400 enseignants pour faire face à leurs besoins.(76) *L'impact de ces programmes éducatifs, agricoles et sociaux sur le travail des enfants est inconnu.*

Pendant la période couverte par le rapport, le gouvernement de fait a continué à gérer le Centre Manjorisoa, financé par l'Etat et qui accorde soutien et services aux enfants travailleurs dans la capitale. En plus du personnel, le gouvernement de fait accorde 6700\$ tous les ans au centre.(10) *Cependant, des rapports suggèrent que ce volume de financement est insuffisant pour faire face au besoin total.(10, 22)* Le Ministère de la Population et des Affaires Sociales, en collaboration avec UNICEF, a soutenu environ 450 réseaux multisectoriels couvrant 55 districts dans 11 régions partout dans le pays, pour protéger les enfants contre l'abus et de l'exploitation; cependant, on ne peut indiquer clairement le nombre de cas spécifiques de travail des enfants pris en charge pendant la période couverte par le rapport.(59) Le gouvernement de fait a aussi participé dans certaines campagnes de sensibilisation, y compris sur le tourisme sexuel impliquant des enfants.(10)

Le gouvernement de fait a continué à prendre part dans le Programme Régional pour l'Afrique Australe pour intensifier la coordination dans la lutte contre traite de personnes.(77) Des responsables gouvernementaux ont aussi participé dans des activités de sensibilisation sur la traite des enfants à des fins sexuelles, notamment à travers des films, émissions radio, affiches et autre supports, avec le soutien de certaines ONG, ILO-IPEC et UNICEF.(54)

Certaines activités humanitaires relatives au travail des enfants au niveau local se sont poursuivies pendant la période couverte par le rapport. Le projet KILONGA, s'étalant sur 4 ans et financé par l'USDOL à raison de 4,5 millions pour combattre les pires formes de travail des enfants, a pris fin pendant la période couverte par le rapport. Parmi ses résultats, il a retiré ou empêché 9 375 enfants d'être engagés dans les pires formes de travail des enfants (c.à.d. dans l'agriculture, l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, la servitude domestique, l'exploitation minière, et les travaux dans les carrières).(78) Toujours pendant la période couverte par le rapport, les autorités de fait ont continué à prendre part dans le projet de 4 ans financé par l'UE intitulé *Tackling Child Labor through Education (TACKLE)*. Ce projet de 13,5 millions vise à lutter contre le travail des enfants en dispensant des services éducatifs à Madagascar, en collaboration avec 10 autres pays.(79, 80) Le gouvernement de fait a participé dans un projet régional d'un montant de 1 million \$, financé par la France et d'une durée de 3 ans (se terminant en 2014), qui vise à lutter contre le travail des enfants dans le secteur de la servitude domestique.(80)

Pendant la période couverte par le rapport, le gouvernement de fait a fait des efforts minimes pour faire face aux pires formes de travail des enfants, notamment un investissement limité dans des programmes sociaux que protègent les enfants.(29, 36, 52, 53) Par conséquent, l'étendue des programmes de lutte contre le travail des enfants et contre la traite de personnes existants est insuffisant pour faire face à la magnitude du problème.(15, 29) En outre, on n'a pas abordé la question permettant de déterminer si ces programmes sont durables ou non.

Partant du rapport ci-dessus, les actions ci-après permettraient de faire avancer l'élimination des pires formes de travail des enfants à Madagascar:

Domaine	Actions suggérées	Année(s) recommandée(s) pour l'Action
Lois et Règlements	Déterminer un âge obligatoire pour l'enseignement, équivalent à ou dépassant l'âge minimum pour le travail.	2009, 2010, 2011, 2012
Coordination et application de la loi	S'assurer que les comités pour lutter contre les pires formes de travail des enfants sont opérationnels.	2009, 2010, 2011, 2012
	Financer entièrement les activités comme les bases de données existantes sur la lutte contre la traite des personnes.	2009, 2010, 2011, 2012
	Etendre les efforts visant à référer les cas d'exploitation d'enfants aux prestataires.	2011, 2012
	Rechercher et mettre à la disposition du public les informations disponibles sur les résultats des enquêtes de l'inspection du travail, ainsi que les violations.	2009, 2010, 2011, 2012
	Enquêter sur et engager des poursuites sur les crimes de travail des enfants et les pires formes de travail des enfants.	2009, 2010, 2011, 2012

	Mettre en œuvre les dispositions constitutionnelles prévoyant le droit à l'éducation gratuite.	
Politiques	Redynamiser les efforts destinés à mettre en œuvre les politiques existantes, y compris le MAP et le PAN.	2010, 2011, 2012
	Prendre des mesures pour mettre en œuvre les politiques sur le développement, l'enseignement et la réduction de la pauvreté.	2011, 2012
Programmes sociaux	Evaluer l'impact des programmes éducatifs, agricoles et sociaux existant sur la lutte contre le problème du travail des enfants.	2010, 2011, 2012
	Etendre l'étendue des programmes sur la lutte contre le travail et la traite des enfants afin d'atteindre plus d'enfants exposés aux pires formes de travail des enfants.	2010, 2011, 2012
	Etablir et mettre en œuvre un programme pour aborder le problème du manque d'infrastructure scolaire, qui empêche l'accès des enfants à l'éducation.	2011, 2012

1. UNESCO Institute for Statistics. Taux brut d'admission à la dernière classe de l'enseignement primaire. Total.; <http://www.uis.unesco.org/Pages/default.aspx?SPSLanguage=EN>. Les données indiquées représentent le taux brut d'admission à la dernière classe de l'enseignement primaire. Ceci est une mesure indirecte pour l'achèvement de l'enseignement primaire. Pour plus d'informations, veuillez consulter le chapitre intitulé " Statistiques sur le travail des enfants et l'enseignement: sources et définitions" dans ce report.
2. UCW. *Analyse de des activités économiques des enfants et statistiques sur la scolarisation tirées des enquêtes nationales sur les ménages ou le travail des enfants*. 02 février 2012. Il est particulièrement difficile de collecter des données statistiques fiables sur les pires formes de travail des enfants, vu la nature parfois cachée ou illégale des pires formes. Par conséquent, les statistiques sur le travail des enfants en général sont indiquées dans ce tableau, qui peut inclure ou non les pires formes de travail des enfants. Pour plus d'informations sur les sources utilisées, la définition du terme "enfants travailleurs" et les autres indicateurs utilisés dans ce rapport, veuillez consulter le chapitre intitulé " Statistiques sur le travail des enfants et l'éducation: sources et définitions" dans ce rapport.
3. ILO-IPEC et Gouvernement de Madagascar. *Enquete National Sur Le Travail Des Enfants un Madagascar* Programme International pour l'abolition du travail des Enfants Geneve: 2007. <http://www.ilo.org/ipecinfo/product/viewProduct.do?productId=9350>.
4. Confederation Syndicale Internationale. *Rapport pour l'Examen des Politiques Commerciales de Madagascar par le Conseil General de l'OMC*. Geneve; 2008.
5. Ambassade des Etats-Unis- Antananarivo. *Rapport, 25 février 2010*.
6. Ambassade des Etats-Unis- Antananarivo official. E-mail communication to. USDOL official. mars 24, 2011.
7. The Sunday Times. "Bitter plight of the vanilla trade children." [en ligne] 14 mars 2010 [cité le 15 décembre 2012]; <http://stopchildlabor.org/?p=2072>.

8. PACT Inc. official. E-mail communication to. USDOL official. 16 mars 2011.
9. ILO-IPEC. *Etat des lieux du Travail des Enfants dans la Filiere Vanille dans la Région de la Sava*; Novembre 2011.
<http://www.ilo.org/public/french/région/afpro/antananarivo/info/publ/vanisava.htm>.
10. Ambassade des Etats-Unis- Antananarivo. *reporting, février 5, 2013*.
11. Pact Inc. *Combating Exploitive Child Labor Through Education in Madagascar ("KILONGA")*. Rapport d'avancement technique. Washington, DC; Septembre 2011.
12. Bureau International du Travail. *Enfants dans du travail dangereux: Ce qu'on sait, CE qu'il faut faire*. Geneve, Organisation Internationale du Travail; 2011.
http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_155428.pdf. Bien que des informations spécifiques sur certains pays concernant les dangers auxquels les enfants font face dans l'agriculture ne soient pas disponibles, les études de recherche et autres rapports ont documenté la nature dangereuse des tâches dans l'agriculture et les expositions relatives au travail, blessures et conséquences potentielles sur la santé des enfants travaillant dans le secteur.
13. Bureau International du Travail. *Farming*, Organisation Internationale du Travail, [en ligne] 31 janvier 2012 [cité le 26 octobre 2012];
http://www.ilo.org/ipec/areas/Agriculture/WCMS_172416/lang--en/index.htm.
14. USDOL official. Trip Report. Washington, DC; Septembre 2011.
15. Département d'Etat des Etats-Unis. Madagascar. In: *Rapports sur chaque pays sur les pratiques relatives aux droits de l'homme - 2012*. Washington, DC; 22 avril 2013;
<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm#wrapper>.
16. OHCHR. *La Situation des Droits de l'homme à Madagascar*. Geneve; mars 2007.
http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrc/docs/ngos/omct_madagascar.pdf.
17. Integrated Regional Information Networks. "Madagascar: les écolières attrapent la fièvre de l'or." IRINnews.org [en ligne] 9 juin 2011 [cité le 24 octobre 2013];
<http://www.unhcr.org/refworld/docid/4df1ead22.html>
18. The New York Times. "Madagascar développe la filière Or pour combattre contre les abus au travail." [en ligne] 3 juillet 2007 [cité le 15 décembre 2012];
<http://www.nytimes.com/2007/07/03/business/worldbusiness/03iht-labor.4.6472155.html>.
19. Inter Press Service News Agency. "La pauvreté force 2 millions d'enfants à travailler dur." *Déclaration à la presse*, (22 septembre 2011);
<http://ipsnews.net/africa/nota.asp?idnews=48552>.
20. AllAfrica.com. "Madagascar doit combattre la pauvreté pour éradiquer l'esclavage, exhorte un Expert indépendant de l'ONU." [en ligne] 19 décembre 2012 [cité le 21 décembre 2012]; <http://allafrica.com/stories/201212200326.html>.
21. Africa Review. "Un avenir gaspillé: Madagascar dépouille ses enfants " [en ligne] 16 octobre 2012 [cité le 16 décembre 2013]; <http://www.africareview.com/Special-Reports/Madagascar-and-her-child-labourers-and-prostitutes/-/979182/1534508/-/o8j6jdz/-/index.html>.
22. Ambassade des Etats-Unis- Antananarivo official. E-mail communication. USDOL official. 13 mars 2012.
23. Ballet J. *Raisons familiales derrières les enfants mendiant à Antananarivo* Population; 2010. <http://www.cairn.info/revue-population-english-2010-4-page-695.htm>.
24. Andriamaro F. "Bulletin d'information sur la Population de Madagascar." (53)(2010); http://sites.univ-provence.fr/lped/IMG/pdf/BIP_53.pdf.

25. Saholiarisoa F. "Une Jeune Domestique Torturée." *allafrica.com* [en ligne] July 14, 2009 [cité le 15 décembre 2012]; <http://fr.allafrica.com/stories/200907140427.html>.
26. UNICEF. *Boîte de Pandore: Les jeunes à un croisement. Evaluation d'urgence sur les jeunes sur la crise socio-politique à Madagascar et ses conséquences.* Antananarivo; juin 2009.
http://www.unicef.org/madagascar/pandora_box_english_final.pdf.
27. ILO Comité d'experts. Observation individuelle sur la Convention sur l'Âge Minimum, 1973 (No. 138) Madagascar (ratification: 2000) Publié: 2012; 28 octobre 2012;
http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:13100:0::NO:13100:P13100_COMMENT_ID:2699945:OUI.
28. ILO-IPEC. *La problématique du travail domestique des enfants au centre des discussions de l'Atelier de formation et d'échanges des Inspecteurs du Travail de Madagascar*; Novembre 2011.
<http://www.ilo.org/public/french/région/afpro/antananarivo/pdf/forminsp.pdf>.
29. Département d'Etat des Etats-Unis. Madagascar. In: *Rapport sur la traite de personnes - 2011*. Washington, DC; 27 juin 2011;
<http://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/2011/index.htm>.
30. Africanseer. "Tourisme sexuel et prostitution infantile en hausse à Madagascar." *news.africanseer.com* [en ligne] 15 juin 2011 [cité le 25 décembre 2012];
<http://news.africanseer.com/general/general-african-news/134048-sex-tourism-and-child-prostitution-on-the-rise-in-madagascar.html>.
31. Integrated Regional Information Networks. "Madagascar: L'écolage grâce au sexe." *IRINnews.org* [en ligne] 1^{er} août 2011 [cité le 15 décembre 2012];
<http://www.irinnews.org/report.aspx?ReportID=93390>.
32. Integrated Regional Information Networks. "Madagascar: Survivre grâce au sexe." *IRINnews.org* [en ligne] August 28, 2012 [cité le octobre 28, 2012];
<http://www.irinnews.org/Report/96193/MADAGASCAR-Sex-for-survival>.
33. BIT. *Secteur Emploi: Fiche de travail sur l'emploi No.58*. Geneve; février 2010.
<http://www.ilo.org/emploi/Whatwedo/Publications/working-papers/lang--en/nextRow--30/index.htm>.
34. Integrated Regional Information Networks. "Madagascar: L'insécurité alimentaire renforce son emprise." *IRINnews.org* [en ligne] 03 février 2011 [cité le 28 avril 2013];
<http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportID=91822>.
35. Integrated Regional Information Networks. "Madagascar: Le riz devient un luxe." *IRINnews.org* [en ligne] 15 février 2011 [cité le 11 mars 2013];
<http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportID=91934>.
36. Ambassade des Etats-Unis- Antananarivo. *reporting, 23 février 2011*.
37. Integrated Regional Information Networks. "Madagascar: Plus d'enseignement primaire gratuit." *IRINnews.org* [en ligne] 18 mars 2011 [cité le 15 décembre 2012];
<http://www.irinnews.org/report.aspx?ReportId=92235>.
38. Integrated Regional Information Networks. "Madagascar: La production rizicole échoue encore." *IRINnews.org* [en ligne] 09 septembre 2011 [cité le 15 décembre 2012];
<http://www.irinnews.org/report.aspx?ReportID=93693>.

39. UN News Center. "Madagascar: L'ONU lance des appels pour réunir des fonds pour combattre les criquets qui menacent des millions de gens." un.org [en ligne] 21 juin 2011 [cité le 15 décembre 2012]; <http://www.un.org/News/>.
40. BIT Comité d'experts. Observation individuelle sur les Pires formes de travail des enfants, 1999 (No. 182) Madagascar (ratification: 2001) Publié: 2012; 28 octobre 2012; http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:13100:0::NO:13100:P13100_COMMENT_ID:2700608:OUI.
41. Integrated Regional Information Networks. "MADAGASCAR: Le cyclone Giovanna a frappé sans avertir" [en ligne] 20 février 2012 [cité le 16 décembre 2012]; <http://www.irinnews.org/Report/94911/MADAGASCAR-Cyclone-Giovanna-struck-with-little-warning>.
42. Gouvernement de Madagascar. *Code du Travail* 10 juin 2004. <http://www.droit-afrique.com/images/textes/Madagascar/Mada%20-%20Code%20du%20travail.pdf>.
43. Gouvernement de Madagascar. *Décret N 2007 - 563*, (3 juillet 2007);
44. Gouvernement de Madagascar. *Loi Constitutionnelle N2007*, http://www.wipo.int/wipolex/en/text.jsp?file_id=177213.
45. Integrated Regional Information Networks. "Madagascar: Les bailleurs oeuvrent malgré les sanctions." IRINnews.org [en ligne] 30 novembre 2011 [cité le 20 décembre 2012]; <http://www.irinnews.org/report.aspx?ReportID=94351>.
46. Gouvernement de Madagascar,. *Code Pénal*, (17 juin 1972); <http://droit.francophonie.org/doc/html/mg/loi/fr/1972/1972dfmglgfr4.html>.
47. Gouvernement de Madagascar. *Modifier et compléter certaines dispositions du Code Pénal sur la lutte contre la traite de personnes et le tourisme sexuel* 14 janvier 2008.
48. Comité d'experts BIT. Demande individuelle directe concernant la Convention sur le travail forcé, 1930 (No. 29) Madagascar (ratification: 1960) Soumission: 2011; <http://www.ilo.org/ilolex/cgi-lex/pdconv.pl?host=status01&textbase=iloeng&document=25718&chapter=9&query=%28Madagascar%29+%40ref+%2B+%23year%3E2010&highlight=&querytype=bool&context=0>
49. Comité d'experts BIT. Demande individuelle directe concernant la Convention sur l'abolition du travail forcé, 1957 (No. 105) Madagascar (ratification: 2007) Soumission: 2011; <http://www.ilo.org/ilolex/cgi-lex/pdconv.pl?host=status01&textbase=iloeng&document=26225&chapter=9&query=%28Madagascar%29+%40ref+%2B+%23ANNÉE%3E2010&highlight=&querytype=bool&context=0>.
50. Central Intelligence Agency. *The World Factbook Field Listing - Military Service Age and Obligation*, [en ligne] 2010 [cité le 20 décembre 2012]; <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2024.html>.
51. Coalition pour mettre fin au recours aux enfants soldats. "Madagascar". dans *Le rapport mondial sur les enfants soldats*; 2008 Londres. <http://www.child-soldiers.org/home>.
52. Ambassade des Etats-Unis- Antananarivo. *reporting*, 20 janvier 2011.
53. Comité de l'ONU sur les droits de l'enfant. *Considération des rapports soumis par les Etats signataires selon l'Article 44 de la Convention: Observations de conclusion*:

- Madagascar. Geneve; 08 mars 2012. Rapport No.: CRC/C/MDG/CO/3-4.
http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/docs/co/CRC_C_MDG_CO_3-4.pdf.
54. Comité de l'ONU sur les droits de l'enfant. *Liste des questions sur les informations supplémentaires et à jour relatives à la considération des troisième et quatrième rapports périodiques combinés sur Madagascar*. Geneve, 27 octobre 2011. Rapport No.: CRC/C/MDG/Q/3-4/Add.1.
<http://www.unhcr.org/refworld/docid/4ef1dacc2.html>.
55. Ambassade des Etats-Unis- Antananarivo. *reporting, 10 mars 2010*.
56. Gouvernement de Madagascar. *Informations sur le Travail des Enfants*. Soumises en réponse à la Notice du Régistre Fédéral de l'U.S. Department of Labor (2008) "Demande d'informations sur les efforts de certains pays pour éliminer les pires formes de travail des enfants". Antananarivo; 26 janvier 2009.
57. Comité d'experts BIT. Observation individuelle concernant la Convention sur l'inspection du travail, 1947 (No. 81) Madagascar (ratification: 1971) Publié: 2011; 2011;
<http://www.ilo.org/ilolex/cgi-lex/pdconv.pl?host=status01&textbase=iloeng&document=12078&chapter=6&query=%28Madagascar%29+%40ref+%2B+%23ANNÉE%3E2010&highlight=&querytype=bool&context=0>.
58. Comité d'experts BIT. Observation individuelle concernant la Convention sur l'inspection du travail (Agriculture), 1969 (No. 129) Madagascar (ratification: 1971) Publié: 2011 2011; <http://www.ilo.org/ilolex/cgi-lex/pdconv.pl?host=status01&textbase=iloeng&document=12501&chapter=6&query=%28Madagascar%29+%40ref+%2B+%23ANNÉE%3E2010&highlight=&querytype=bool&context=0>
59. Ambassade des Etats-Unis- Antananarivo official. E-mail communication to. USDOL official. May 31, 2013.
60. Wark S. *Evaluation indépendante à mi-parcours: Combattre les pires formes de travail des enfants à Madagascar (WFCL) – Contribution de l'IPEC au Plan d'Action National pour éliminer le travail des enfants*. Calverton, MD, Macro International; Novembre 2007. <http://www.dol.gov/ilab/map/pays/madagascar.htm>.
61. Gouvernement de Madagascar. *Programme Pays Décent pour le Travail Decent 2010-2013*. Washington, DC; juin 2010.
<http://www.ilo.org/public/english/bureau/programme/dwcp/pays/index.htm>.
62. UNDAF. *Plan Cadre des National Unies pour l'Assistance au Developpement, 2008-2011: Madagascar*. New York; juin 2007.
<http://www.undg.org/unct.cfm?module=CoordinationProfile&page=Pays&PaysID=MAG>
63. IMF. *Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté: Madagascar*. Washington, DC; 2007. <http://www.imf.org/external/np/prsp/prsp.asp#R>.
64. ILO-IPEC. *Promotion de l'Emploi Décent et Productif des Jeunes en Milieu Rural*; février 2012.
<http://www.ilo.org/public/french/région/afpro/antananarivo/info/publ/promempd.htm>.
65. Ambassade des Etats-Unis- Antananarivo. *reporting, octobre 18, 2011*.
66. Ambassade des Etats-Unis- Antananarivo. *reporting, septembre 19, 2011*.

67. UN News Center. "Madagascar: Ban appelle à une mise en œuvre entière de la feuille de route politique." un.org [en ligne] 21 septembre 2011 [cité le 15 décembre 2012]; <http://www.un.org/News/>.
68. UN News Center. "Madagascar demande l'assistance de l'ONU pour déterminer rapidement son calendrier électoral." un.org [en ligne] 24 septembre 2011 [cité le 15 décembre 2012]; <http://www.un.org/News/>.
69. AllAfrica.com. "Tanzania: L'espoir se profile à l'horizon pour Madagascar à la fin des pourparlers à Dar es Salaam." [en ligne] 16 décembre 2012 [cité le 19 décembre 2012]; <http://allafrica.com/stories/201212170774.html>.
70. News of Africa. "LEs électinos présidentielles à Madagascar prévues pour le 08 mai 2013." [en ligne] 1^{er} août 2012 [cité le 16 janvier 2013]; <http://newsafrica.org/2012/08/madagascar-presidential-elections-set-for-may-8-2013.html>.
71. UN News Center. "Madagascar: Au cours d'un débat à l'ONU, Madagascar demande du soutien à l'approche de la fin de la phase finale de la transition politique." [en ligne] 26 septembre 2012 [cité le 16 janvier 2013]; <http://allafrica.com/stories/201209270029.html>.
72. Banque Mondiale. *Document de restructuration: Projet de soutien au développement rural*. Washington, DC; 30 juin 2011. http://www-wds.worldbank.org/external/default/main?menuPK=64187510&pagePK=64193027&piPK=64187937&theSitePK=523679&menuPK=64187510&searchMenuPK=64187283&siteName=WDS&entitéID=000356161_20110829232300.
73. Fond International pour le Développement Agricole. "Madagascar va recevoir 35 millions US\$ de prêt et subvention de l'IFAD et 14,29 millions € de prêt du Spanish Trust Fund." [en ligne] 03 août 2012 [cité le 16 janvier 2013]; <http://www.ifad.org/media/press/2012/45.htm>.
74. UN News Center. "Madagascar: L'UNICEF construit des salles de classe provisoires dans des zones atteintes par le cyclone." [en ligne] 23 février 2012 [cité le 16 janvier 2013]; <http://allafrica.com/stories/201202241286.html>.
75. UNICEF. *Enfants et UNICEF: Madagascar*. Antananarivo; 2011. <http://www.unicef.org/madagascar/5552.html>.
76. AllAfrica.com. "Madagascar: Des enfants handicapés reçoivent une éducation." [en ligne] 02 octobre 2012 [cité le 19 décembre 2012]; <http://allafrica.com/stories/201210040268.html>.
77. UNDOC. *Promouvoir l'état de droit et la sécurité humaine en Afrique Australe: Programme régional 2009-2012*. Vienne; décembre 2009. http://www.unodc.org/documents/easternafrica/régional-ministerial-meeting/Eastern_Africa_Régional_Programme_Final_Draft.pdf.
78. USDOL. *Combattre l'exploitation des enfants au travail à travers l'éducation à Madagascar*. Résumé du Projet de Coopération Technique. Washington, DC; 2011. http://www.dol.gov/ilab/projets/sub-saharan_africa/Madagascar_CECL.htm.
79. ILO-IPEC. *Tackle Travail des enfants à travers Éducation: Moving Enfants de Work to école en 11 Pays*. Geneva; 2008. <http://www.ilo.org/ipeinfo/product/viewProduct.do?productId=8511>.
80. ILO-IPEC Geneva official. E-mail communication to. USDOL official. January 12, 2012.